

ABONNEMENT LE CANADA Journal Quotidien du Soir.

LE CANADA

OSCAR McDONELL, Directeur. Rédaction.

LA VALLEE... Edition Hebdomadaire... ABONNEMENT Un An en Ville... \$ 2.00

12eme. ANNEE No 203

OTTAWA, MARDI 29 SEPTEMBRE 1891

LE NUMERO 2 CENTS

LE DERNIER REVE

Prince Napoleon

Le prince Napoléon Jérôme savait depuis longtemps à quoi s'en tenir sur les causes de l'accession de l'Italie à la triple alliance.

C'est singulier, disait-il. Quand j'entre en Italie et que je demande: Où en êtes vous de la question romaine?

Il me semble que je parle des choses de la lune. On commence par me répondre: Qu'est ce que la question romaine?

Vous ne savez pas que je ne m'arrête pas à cette plaisanterie. Voyons! voyons! il ne faut pas me dire ces choses là, à moi.

J'insiste donc, et quand on se décide à me découvrir le fond des pensées, je vois soudain, toujours, le souci de Rome.

Je ne doute pas que l'Italie s'est jetée dans la triple alliance pour éviter que Bismarck ne soulevât la question romaine.

Il y a d'autres causes assurément. Celle-ci, néanmoins, a eu une grande part dans la conclusion du traité.

On a voulu se garder du côté de l'Allemagne et de l'Autriche et enlever surtout à la Prusse le maniement de la question romaine.

Certes, je ne suis pas un capucin, et je ne dissimule pas que les intérêts de l'Eglise me tiennent peu à cœur.

Mais je suis Français, passionné, épris de la grandeur de mon pays. J'aime l'Italie. Si je désire qu'on fasse les affaires du Saint Siège, c'est afin de briser la triple alliance et de dégrader l'Italie d'une compromission qui oblitère sa politique.

Le Prince avait des idées arrêtées sur la solution de la redoutable question. Il ne dissimulait pas ses pensées, et dans les derniers mois de sa vie, il y revenait sans cesse, cherchant à s'éclairer auprès des uns, et à convaincre les autres.

Le point de départ de sa combinaison était la concession au Pape d'une souveraineté territoriale.

"Puisque le Pape déclare qu'il n'y a pas pour lui d'indépendance en dehors de la souveraineté temporelle, il faut lui donner satisfaction sur ce point: sinon, c'est à recommencer. Donc, art. 1er, le premier, le Saint Père est un souverain de droit et de fait."

Faut-il que cette souveraineté s'étende nécessairement sur un grand pays et une nombreuse population? La souveraineté ne change pas de caractère, qu'elle s'exerce sur un grand ou sur un petit empire.

La république de San Marino est souveraine. Leurs domaines, enclavés au milieu de puissants pays, sont cependant des plus restreints. S'il fallait appuyer la souveraineté du Pape du million de baïonnettes nécessaires pour faire respecter, en toute hypothèse, sa souveraineté, le Saint Père devrait à tout jamais renoncer à acquiescer le pouvoir suprême. Il faut donc s'en tenir à la concession d'une souveraineté de droit complète, et d'une souveraineté de fait sur un territoire quelconque, grand ou petit. Voilà la part des sacrifices, à faire par l'Italie. C'est en ce sens qu'il lui faut élargir la loi des garanties.

Quel pourrait être ce territoire dévolu au Pape en toute souveraineté?

Il ne faut pas penser, disait le prince Napoléon, à reprendre possession des Marches, de la Romagne, ni même de la ville de Rome. Si j'étais le Pape, je m'inquiéterais moins de la manière d'acquiescer que de la manière de conserver. Oui, il peut arriver un cataclysme qui permette au Pape d'établir son pouvoir temporel sur tout ou partie de son ancien Etat. Mais le lendemain, que ferait-on? Où trouver les vingt mille hommes nécessaires pour maintenir l'ordre dans la seule ville de Rome? Comment en-

trettenir les troupes? Comment les payer? En 1870, lorsque les Italiens entrèrent à Rome, ils reconquirent au Pape, par l'instrument de la capitulation, la souveraineté sur la rive droite du Tibre. Pie IX et le cardinal Antonelli prièrent, et ils furent sages, les envahisseurs de prendre possession de la rive gauche comme de la rive droite. Pourquoi? C'est qu'au Vatican on se sentait impuissant à défendre un quartier quelconque de Rome qui serait devenu l'objet d'incessantes attaques de la part des turbulents. Après vingt ans du régime italien, lorsque Rome a presque triplé le nombre de ses habitants, il n'y a pas à espérer que la situation soit meilleure pour le Souverain Pontife.

Autre fois, on m'a fait un reproche d'avoir voulu restreindre le royaume du Pape au Vatican et à un jardin. Laissons la formule, qui sera ce qu'on voudra, et allons au fond des choses. Il me semble que le Vatican avec ses onze mille chambres est encore la plus spacieuse demeure du monde. Saint Pierre est insupportable du Vatican: il n'y a pas de monument religieux plus vaste. On a pris soin de l'indiquer sur le pavé de marbre de la somptueuse basilique. Je viens de parcourir les jardins du Vatican: on peut s'y promener fort à l'aise. Mais je pense qu'il faudrait les agrandir d'une bande de terrain qui se prolongerait de vingt kilomètres, jusqu'à la mer. Non pas du côté de Civitavecchia; la garde de cette ville ne causerait que des embarras au Souverain Pontife, mais vers Palo, si l'on tient à ce que la lisière attribuée au Pape soit de ce côté du Tibre; vers Castel Fusano, si l'on veut qu'elle soit de l'autre. Il y a par là de grandes propriétés qui appartiennent au Roi, je ne doute pas qu'il ne soit heureux en les donnant au Pape. Saint Pierre, quand au port de mer qui serait le terme des possessions pontificales, on ferait, à Palo ou à Castel Fusano, une rade qui pourrait contenir le navire destiné aux excursions soit temporaires, soit définitives du Saint Père. Ce port coûterait deux, trois, quatre millions; dix millions; ce pas n'est une difficulté.

Vous oubliez, à tout dire, Prince, que le Saint Siège devrait donner son assentiment à une telle combinaison et qu'on n'obligerait jamais une sanction ecclésiastique des spoliations italiennes.

"Il faut, à répondre le Prince, tenir compte des situations physiques et morales de ceux avec qui on traite: sinon l'affaire est mal agencée. C'est pourquoi, puisque le Pape veut absolument de la souveraineté, il faut la lui accorder. Il ne veut pas approuver en quelque manière que ce soit, les agrandissements de l'Italie; respectons sa conscience. Laissons le même protester, à certains moments, dans les formes voulues. Seulement, qu'il soit bien entendu qu'il n'y aura pas lieu à un *mal edicto* perpétuel contre le nouveau royaume et à une guerre diplomatique qui devienne une inquiétude pour les gouvernements."

Comment et par qui faire traiter cette négociation épineuse?

"Les hommes de bonne volonté ne manquent pas, surtout dans l'Eglise. Mon ami, Dom Tosti, a succombé à la peine. Ce n'est qu'un soldat de moins, qui, dans sa disgrâce, doit avoir la consolation d'être frappé pour la cause de l'Eglise et de la patrie. *Uno animo non deficit alter, aureus*. Quel malheur que le cardinal Lavignerie soit devenu l'objet de la méfiance des Italiens! Il aurait trouvé dans la conciliation du Saint Siège et l'Italie une cause digne de ses efforts. Mais n'y a-t-il pas quelque part un agent confidentiel: cardinal, prélat ou commandeur; pour amorcer la question en présentant d'un côté le Pape, de l'autre le Roi? S'il y a quelque chose à faire, je rêve pour mon pays le rôle d'intermédiaire officiel. Nous avons un ambassadeur près le Vatican, un autre près le Quirinal. Leurs négociations aboutiraient au quel d'Orsay. Là, on s'inspirerait des traditions françaises. L'honneur et la force de notre pays consistent à travailler partout et toujours pour les causes libérales et à se montrer bienveil-

lant et généreux envers et contre tout. Quand la France n'est pas cela, elle est infidèle à sa mission. Je ne mets pas en doute, qu'avec des efforts patients et désintéressés, elle ne parvint à supprimer une cause de trouble qui fatigue le monde entier."

On pense bien que le Prince se heurterait à cette observation présentée sous toutes les formes et par toutes sortes de personnes, que rien dans la politique du Pape ne permet de croire que la volonté du Saint Siège ait une propension quelconque à un *modus vivendi*. Pour l'Eglise la question romaine reste toujours en bloc et irréductible. Il y a lieu à une restauration et non à une capitulation. Les intérêts sont trop considérables pour qu'on les sacrifie à un intérêt momentané. Il faut savoir attendre l'heure de la Providence et ne pas compromettre l'avenir par un petit bien du présent.

Cet ordre d'idées déroulait le Prince.

"Je ne comprends pas votre langage, répondait-il; c'est de l'hébreu pour moi. Traitions nous une affaire d'intérêt? Oui. Eh bien! faisons la dans le temps et non dans l'éternité. Puis, que vient faire ici la Providence? Je veux bien admettre un instant avec vous qu'elle gouverne les choses de ce monde. Mais elle n'a dit ses projets à personne, pas plus à vous qu'à moi, et nous sommes obligés de nous conduire, vous comme moi, d'après notre raison et selon nos forces. N'est ce pas Loyola qui a dit: *Agissons comme si nous pouvions tout; résignons nous comme si nous ne pouvions rien*!" Je sais bien que le Saint Siège aime à traiter les choses en longueur. Ce n'est pas une force, c'est une faiblesse de sa diplomatie. Il suffit d'examiner l'histoire de la Papauté pour reconnaître que souvent, pour ne pas s'être déterminée à quelques concessions, dès le commencement, elle a été condamnée, sur le tard, à des sacrifices désastreux.

"Je trouve que le Pontificat est déjà en retard, relativement à la question romaine. La position du Pape ne s'améliore pas: elle va se détériorant de jour en jour. Chaque année détache une force. Si cela continue, il n'y aura bientôt plus de place que pour des propositions désastreuses. Suivez du regard de l'esprit la décadence des propositions faites au Pape, depuis le jour où Napoléon III pensait à en faire le président d'une confédération italienne, jusqu'à un moment actuel où on ne peut aspirer pour lui qu'à une souveraineté sur un lambeau de territoire. Bientôt il ne pourra plus être question de cela. Il y a un moment où la politique doit savoir se décider comme le littérateur et le peintre doivent savoir terminer leur œuvre. Il me paraît que le Saint Siège se trouve à un de ces moments, où au lieu de continuer à se laisser emporter par des courants inconnus, il doit aborder la plage prochaine. La plage qui se montre n'est pas immense; mais elle présente quelque chose de sûr. Il me semble que ce serait un assez beau titre pour Léon XIII que de dire à ses contemporains: *"J'ai trouvé le Saint Siège dépeuplé de tout. Je lui ai donné un grand accroissement de puissance morale. J'ai reconquis la souveraineté de droit et de fait. Que chacun de mes successeurs fasse autant que moi, et bientôt l'Eglise n'aura rien à regretter du passé."*

Et l'Italie? Croyez vous qu'elle se prêterait à vos projets?

"Si on peut reprocher à la Papauté de trop laisser aller les choses au gré de la force mystérieuse qui, d'après l'Eglise, dirige tous les événements, il faut savoir faire à l'Italie le reproche contraire. Dans l'envie de ses succès, elle a été outrecaudante. Elle en était arrivée à ne douter de rien. *Farà da se*, comme si elle n'avait à compter avec personne. Elle s'est mise à improviser en grand une armée, une marine, une administration, une magistrature, une instruction publique. Tout beau! une grande puissance ne se fait qu'avec beaucoup de temps, d'argent et de grands hommes. Pour la question de Rome, on a voulu faire vite et à soi seul. On n'a pas fait de la bonne

besogne. Aujourd'hui on rectifie les erreurs du passé. En Italie, tout le monde est au petit, depuis le *fascino* du coin jusqu'au premier ministre. Petit à petit, vous verrez cette nation d'avisés modifier avec prudence ce qui est défectueux. Je ne crois pas que les Italiens se refuseront jamais à faire ce qui est nécessaire pour assurer la paix religieuse. Voulez vous même que je vous le dise? Je compte autant, plus même sur les gens de gauche que sur ceux de droite. Quand il s'agit de l'Eglise, ces derniers sont tâtillons: ils ont des préjugés théologiques et parlementaires. Des hommes comme Crispi et Nicotera sont dépourvus de toute préoccupation de prétoire et d'école. Pour eux tout se bornera à une question d'intérêt. L'affaire est elle bonne pour l'Italie? Oui. — Eh bien, faisons la."

Tel est le résumé fidèle d'un grand nombre de conversations du prince Napoléon sur la question romaine. On y reconnaîtra, je l'espère, le tour de sa pensée et l'accent de sa parole. J'ai recherché auprès de diverses personnes l'exactitude du fond et de la forme, et je n'ai fait qu'accomplir fidèlement le rôle de rapporteur.

Depuis que le Prince a tenu ces discours, le fait considérable qu'il aurait voulu conjurer s'est produit. L'Italie a renouvelé la triple alliance. Il me semble qu'aujourd'hui le Prince dirait: *"Mettez qui j'ai fait d'un rêve. Non parlons plus. Qu'on s'arrange désormais, si l'on peut, sans la France, mais avec l'Autriche, qui triche."*

X. Z.

La république acceptée

Pour bien voir où nous en sommes, supposons que nous fassions des élections générales demain matin.

Elles seraient totalement différentes des élections dernières.

La République ne serait pas contestée; les adhésions lui viennent de toutes parts; elle en reçoit de très inattendues. Les élections partielles ont réduit les partis monarchiques à un très faible nombre dans les deux assemblées; les élections générales leur feraient essayer de nouvelles pertes. Il est probable qu'ils seraient obligés de cacher leur drapeau et de se présenter comme convertis à la forme républicaine, sinon à l'esprit républicain. Quand les adversaires d'un gouvernement en sont là, il peut se considérer comme solidement et définitivement établi.

Trois causes ont amené ce résultat. D'abord, la bonne conduite du gouvernement, que je cite la première parce que les deux autres en découlent; ensuite la déclaration de Mgr Lavignerie, et, pour couronner le tout, les deux événements de Cronstadt et de Portsmouth.

Je ne veux pas dire que la direction du gouvernement soit de tout point conforme à mes desirs. La situation des finances (et quelle situation!) est restée à peu près stationnaire; les lois sur l'instruction publique et sur l'armée, qui ne sont pas toutes mauvaises, mais dont plusieurs sont regrettables, ont été maintenues; on s'est contenté de les appliquer avec plus de ménagement. Elles sont certainement, dans plusieurs de leurs parties, un obstacle à la pacification intérieure. On voit que je ne cache pas mes griefs; mais ce qui surmène, c'est de l'application aux réformes, de la décision et de la fermeté dans l'action. La France se sent gouvernée et préservée. Elle n'est plus, comme dans les années précédentes, la proie et le jouet des sectaires.

En voyant cette conduite et en constatant la chute profonde de la coalition boulangiste, un prélat intelligent a averti l'Eglise qu'il était temps de désarmer. Presque en même temps, un grand prince a compris la nécessité d'annuler la triple alliance par l'accord de la France et de la Russie, accord dont le premier effet a été la manifestation qui vient d'avoir lieu à Portsmouth. La grandeur de la France au dehors complètement achevée la sécurité intérieure du gouvernement républicain.

Une opposition qui se borne à demander la réforme des finances,

de l'administration, de l'armée, est une opposition républicaine. Elle demande à prendre place dans l'Etat, et non à le renverser. Les partis monarchiques se défendaient, hier encore, d'être révolutionnaires parce qu'ils ne recouraient pas à la force. Ils l'étaient cependant; ils tentaient d'effectuer une révolution par les voies légales. Ce n'est plus cela aujourd'hui: on veut employer les voies légales pour opérer des réformes légales.

Il y aurait dans des élections faites en ce moment un parti de la guerre plus ardent et plus nombreux, par suite de nos relations nouvelles avec la Russie. Ceux qui ne se rendent pas un compte exact de la conduite du tsar et des causes qui l'ont motivée pensent que nous aurions son appui dans une guerre voulue et commencée par nous. Ce genre d'opposition ne rencontrerait pas de nombreux adhérents, parce que la guerre est de plus en plus impopulaire.

Mais le danger nouveau et redoutable, contre lequel il faudrait combattre, c'est le socialisme. Je l'appelle un danger nouveau parce qu'il a pris pour la première fois cette année une forme internationale régulière. J'ai répété à satiété, depuis plusieurs années, qu'il y a deux dangers, le reste n'est rien: l'Allemagne et le socialisme. Le danger venant de l'Allemagne est bien diminué par les événements de Cronstadt et de Portsmouth (diminué, non pas détruit), le danger du socialisme est bien accru, au contraire, par le congrès de Bruxelles.

On raille ce congrès. On dit que les ouvriers ont joué au boulogne, qu'ils ont ajourné les questions brûlantes, que leurs conclusions sont anodines ou inapplicables. Qu'importe leurs conclusions? Ils se sont réunis et fédérés, voilà le gros événement qui prime tous les autres. Les peuples, s'ils étaient sages, feraient très vite aux autres disputes et s'efforceraient de résoudre la question sociale dans un esprit de fraternité et de justice.

JULES SIMON.

UN DRAME AU VILLAGE

Le village de Port Chester, aux portes de New York, a été mis en émoi par un drame sanglant, qui a failli être suivi d'un lynch.

M. James Daly, le principal épiciériste de la localité, était assis tranquillement à son comptoir occupé à mettre ses livres au courant, lorsqu'un nommé John Gleason a paru à la porte du magasin, et tirant un revolver de sa poche a fait feu sur le malheureux épiciériste. Daly est tombé mortellement blessé derrière son comptoir, et il a rendu le dernier soupir avant que l'on ait pu appeler un médecin. Cet infortuné était âgé de trente trois ans, marié et père de famille. Le meurtrier, qui est âgé de cinquante ans s'est enfui aussitôt après avoir tiré le coup de revolver; mais il a été bien vite rejoint et capturé par le chef de police de Port Chester, qui avait justement entendu le bruit de la détonation. Aussitôt après les constatations d'usage, Gleason a été conduit à la prison de White Plains, car il eût été très probablement lynché, si on l'eût gardé à Port Chester, où M Daly était très populaire.

Gleason lui même avait une bonne réputation à Port Chester; mais il avait toujours vécu en mauvaise intelligence avec sa femme, et il la maltraitait odieusement. Finalement il y a trois semaines environ à la suite d'une scène des plus vives, la femme de Gleason l'avait quitté et elle était allée demander asile à Daly, qui était son neveu. Depuis Gleason avait essayé à diverses reprises de persuader sa femme de retourner vivre avec lui, et comme elle refusait, il soupçonnait Daly, et tout affirme qu'il y a la retenir chez lui.

A Saint Maurice, dans le Valais. Un touriste à un indigène, d'un ton goguenard :

—C'est donc ici qu'il y a tant de crétins?

—Oui, monsieur, mais, en été, ils ne font généralement que traverser la région.

UN ARRET

L'histoire de France

Quelque bon républicain qu'il soit, et, si vous voulez, qu'il doive être pour rester conservateur, on ne peut pas exiger raisonnablement d'un civilisé qu'il se pâmât d'admiration pour la Terreur. Il y a dans le poème de la Révolution française des épisodes plus franchement beaux, je crois, et plus dignes d'être la mémoire des hommes, que celui du carage imbecile par décapitation auquel s'adonna tous les matins, pendant un an, la joyeuse nation que son Voltaire incarne et typifie.

Peut être n'entends je goutte à cette leçon muette des choses dont parle le père Bourdaloue, mais à mes yeux, je l'avoue, à mes faibles yeux de philosophe, du 5 septembre 1793 au 27 juillet 1794 (vulgo 9 Thermidor), les Fastes de mon pays s'obscurcissent. Je dirai même qu'il cessent, et c'est comme si, dans mon exemplaire de l'histoire de France, un brochure factieux avait glissé, à la place du chapitre attendu, un morceau de M. de Buffon sur les bêtes féroces. Il y a à une espèce de bal d'hyènes et de caïmans qui ne se rattache à rien d'humain dans l'absurde, et même à rien d'absurde dans l'humain, et auquel je ne comprends rien du tout.

Ce hors d'œuvre abrutissant de route le modeste bon sens que Sarcey me nie et qu'il me contestait déjà du temps qu'il était mon vénéré professeur et m'initiait à la beauté des Annales. Que me veulent ces hyènes et ces caïmans, dont le bal interromp, dans mon Michelet, l'histoire de la Révolution française depuis le 5 septembre 1793 jusqu'au 26 juillet 1794? Qu'ils portent des noms d'hommes, il n'importe, et ce n'est pas une raison. Ce sont des hyènes, vous dis je, et des crocodiles en débris.

Admirer la Terreur? Oh non, dites? La comprendre me suffirait. Quand je pense que Glacé, qui n'a que cinq ans de plus que moi, la comprend, lui, au point d'oser la mettre en scène! Oh! mon Sarcey, plein de trous, t'épétoque!

Voici ce que c'était que cette Terreur, dont le doux spectacle vous attend au Théâtre Français, et le voici d'après ceux qui en ont joui pendant trois cent vingt cinq représentations.

Chaque matin, à l'aube, soit vers quatre heures, Paris, ville héroïque, s'éveillait dans les gazouillements d'oiseaux. Les boutiques des heureux trafiquants, tels des convolvulus et des lys, s'entr'ouvraient à la clarté naissante, que toujours la bonne nature renouvelait, et les belles commères en bonnets y préparaient les artistiques étalages, gloire du goût parisien. De la banlieue, les marchands arrivaient en chantant, charriant les herbes fleuries, et les halles s'emplissaient de murmures. Bientôt les brouillards se levaient, et sous leurs voiles de dentelles, les dômes et les toits luisaient, comme des miroirs qu'on agite, notamment ceux du Palais de Justice. La Seine, qui en a vu de toutes couleurs, et même de la sienne, roulait de petits bateaux pavés aux trois couleurs blanc liberté, bleu fraternité, rouge égalité ou la mort, dont les symboles réchauffaient le cœur du peuple, et terrifiaient les liberticides. La journée s'annonçait claire, tiède, délicieuse, bonne pour les guinguettes et féconde en joyeuses amours. Les braves toutous errants s'ébattaient sur les tas d'ordures civiques pensantes. Dans ce tableau charmant du Paris matinal la République se mirait. Et c'était comme une ruhe humaine en bourdonnement de travail, que dis je, une Arcadie, mieux encore, une Salente fénelonienne que ne tourmentait plus, du haut des tours de Notre Dame, le cidevant intem-pet des cloches abhorrées.

Tout à coup, sur le Pont Neuf, s'engageait la file des charrettes — Les voilà! les voilà!

Et tous les pas de portées se moublaient, toutes les fenêtres poussaient leurs volets au soleil, des

hues de curieux se formaient sur les chaussées, la journée allait commencer, l'ans des trois cent vingt cinq journées de la Terreur.

Sur ces charrettes, debout, ligottés, tendus, livides, des êtres humains, fils de femme, innocents de tout crime, sinon de celui de penser, par les cahots, sous l'insulte, sans raison, sans utilité, bêtement, ignominieusement, étaient conduits à l'abattoir! Si encore, comme disait Morellet, c'eût été pour alimenter une boucherie de viande humaine, on eût compris la régularité de cette livraison matinale. Mais non, on eût compris la régularité de l'aurora et pour que la République ne se levât pas du côté gauche.

En débouchant du Pont Neuf, ces charrettes, traînées au pas par des pauvres chevaux qui se seraient cabrés s'ils avaient compris à quoi on les utilisait, ces charrettes stupides entraient stupidement, par la rue de la Monnaie, dans la rue Saint Honoré, et elles offraient aux braves habitants de Paris, occupés à se faire la barbe, le long spectacle de femmes agonisantes, écrasées par l'effort, de personnages célèbres dans les arts ou les sciences ficelées comme des assassins, et de la déclamation macabre de toute l'élite de la patrie.

Pourquoi cette déclamation? De quel droit? Dans quel but? Sous quel prétexte même? Nul ne se le demandait. C'était le spectacle du matin, avant le café au lait, celui qui donne du cœur au ventre au travailleur, prouve les droits de l'homme et regalarde le patriotisme. Oh! le calvaire de la rue Saint Honoré, entre toutes ces têtes aux croisées, dans la douce horde rituelle d'une matinée élyséenne pleine de babil et de voix d'oiseaux, la lenteur vertigineuse des chevaux, le premier aspect de la guillotine sur la place infâme. Ça de l'histoire de France? Jamais, jamais, entendez vous, jamais. Cachez ça.

Quand on pense pourtant que, — du 5 septembre 1793 au 27 juillet 1794, — trois cent vingt cinq hétaïcombes de ce genre, sans juges autorisés, sans tribunal régulier, sans procès, sans défenses, sans quoi que ce soit de légal et même de civilisé, ont ainsi déshonoré le soleil levant qui gonfle nos vignes, sans qu'il se soit trouvé mille hommes résolus pour empêcher une seule fois l'inepte massacre, et lapier du haut des fenêtres les escortes de brutes, les cochers sans nom, et les attelages de ces charrettes, on se demande par où une pareille population de fêches méritait la liberté. Est ce de la Paris, et suffit il, pour prêter le pré l'honneur et le cœur de cette Ville Lumière, d'une poignée de cinq ou six misérables copains, embusqués dans la salle basse d'un soi disant Comité de Salut Public, et parodiant la justice, entre deux quinquets, comme des singes?

A de certaines exécutions, la place était tellement inondée de sang, content les temoins oculaires, que le sol piétiné ne parvenait point à sécher, et qu'un architecte proposa d'établir sous l'échafaud une rigole civique pour écarter ce sang dans la rivière MM. de Goncourt citent, dans leur Histoire de la *«cité Française»*, une lettre de Chaumette, se plaignant que les chiens viennent boire et se soûler de sang sur l'empilage de la guillotine.

Alors, c'est bien, si puisque ces ignominies ont eu lieu, il faut se taire et baisser la tête. Quant à comprendre la Terreur, mon intellect s'y refuse. Elle succombe à tout examen politique, moral ou social. Elle a été l'état d'aberration dont nul ne se vante, même un peuple. Elle n'offre rien de ce qui veut que l'on soit fier d'être Français, et le mieux, à mon gré, serait d'en jamais parler en République, même au théâtre peut être.

Quand il y a eu un ignoble assassin dans une famille, on évite généralement d'évoquer son souvenir, fût ce pour l'excuser ou pour le louer, une raison d'être ingénieuse. L'oubli est impossible, soit, mais le silence est de bon ton, et notre chère Marianne a eu la pour grand-mère une trancheuse de cols assez irrévérencieuse qu'il serait sage, quand elle repart, de refouler un peu dans les limbes de l'hypothèse. Par ces temps d'atavisme, il fait bon de se biffer quelques années compromettants Républicain bon nôte et sincère, je ne conçois pas la Terreur, et, si je pouvais l'expliquer, je cesserais de l'être. Mon Michelet s'arrête au 5 septembre 1793, s'efface et tombe en pâtes pendant un an et recommence au 27 juillet 1794, vulgo 9 thermidor.

CHATELAIN.

RE D'ART

aucun article moderne allé et qui soit arrivé à l'œuvre d'art que le GANT DE CHR-

Un An en Ville... Un An par la Poste

MURPHY et Cie. ABONNEMENT LE CANADA Journal Quotidien du Soir.

pour Dames de qu'on ne peut pas se passer de la toilette.

pour Dames de qu'on ne peut pas se passer de la toilette.

pour Dames de qu'on ne peut pas se passer de la toilette.

pour Dames de qu'on ne peut pas se passer de la toilette.

pour Dames de qu'on ne peut pas se passer de la toilette.

pour Dames de qu'on ne peut pas se passer de la toilette.

pour Dames de qu'on ne peut pas se passer de la toilette.

pour Dames de qu'on ne peut pas se passer de la toilette.

pour Dames de qu'on ne peut pas se passer de la toilette.

pour Dames de qu'on ne peut pas se passer de la toilette.

pour Dames de qu'on ne peut pas se passer de la toilette.

pour Dames de qu'on ne peut pas se passer de la toilette.

pour Dames de qu'on ne peut pas se passer de la toilette.

pour Dames de qu'on ne peut pas se passer de la toilette.

pour Dames de qu'on ne peut pas se passer de la toilette.

pour Dames de qu'on ne peut pas se passer de la toilette.

pour Dames de qu'on ne peut pas se passer de la toilette.

pour Dames de qu'on ne peut pas se passer de la toilette.

pour Dames de qu'on ne peut pas se passer de la toilette.

pour Dames de qu'on ne peut pas se passer de la toilette.

pour Dames de qu'on ne peut pas se passer de la toilette.

pour Dames de qu'on ne peut pas se passer de la toilette.

pour Dames de qu'on ne peut pas se passer de la toilette.

pour Dames de qu'on ne peut pas se passer de la toilette.

pour Dames de qu'on ne peut pas se passer de la toilette.

pour Dames de qu'on ne peut pas se passer de la toilette.

pour Dames de qu'on ne peut pas se passer de la toilette.

pour Dames de qu'on ne peut pas se passer de la toilette.

pour Dames de qu'on ne peut pas se passer de la toilette.

pour Dames de qu'on ne peut pas se passer de la toilette.